

25.03.2026

Le secteur agricole ne doit pas être le marchepied de la politique commerciale :

L'EMB demande l'arrêt des accords de libre-échange au détriment des producteurs

L'European Milk Board (EMB) considère de manière critique la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'UE et l'Australie. Une fois de plus, l'agriculture est utilisée à Bruxelles comme monnaie d'échange pour satisfaire des intérêts industriels et garantir l'accès aux matières premières. Pour les producteurs laitiers européens, cet accord représente une nouvelle déstabilisation dans une phase de marché déjà critique.

La politique commerciale doit être repensée : sortir l'agriculture des ALE !

L'EMB appelle à un changement fondamental : l'agriculture ne doit plus avoir sa place dans les accords de libre-échange (ALE), car les denrées alimentaires constituent la base de notre souveraineté alimentaire. « Nous avons besoin d'une politique commerciale qui crée de la stabilité pour les producteurs et des circuits courts, au lieu de mettre les agriculteurs sous pression des prix dans le monde entier par des accords injustes et de les pousser hors de la production », a déclaré le président de l'EMB Kjartan Poulsen.

Pression supplémentaire en période de crise

L'accord intervient à un moment inopportun. Alors que le marché laitier européen est déjà de nouveau en crise et que les prix à la production sont fortement sous pression, l'UE ouvre les vannes à de nouvelles importations. De tels accords agissent comme des accélérateurs du changement structurel problématique. Si les responsables politiques continuent de laisser l'agriculture dériver dans cette direction, ils poussent activement les producteurs hors du secteur.

Il convient de rappeler que la crise laitière de 2016 a précisément été aggravée par la tentative d'écouler des volumes supplémentaires sur des marchés déjà saturés – une approche qui a déjà échoué de manière flagrante à l'époque et qui ne constitue pas non plus aujourd'hui une solution viable.

À l'avenir, il ne sera pas possible de faire sans les éléments suivants :

- Prendre au sérieux le dialogue stratégique : La Commission européenne doit cesser d'utiliser le « dialogue stratégique » comme une formule vide. La politique commerciale et la politique agricole doivent aller de pair au lieu de se contrecarrer. Les réformes agricoles ne doivent plus être neutralisées par des accords commerciaux. L'objectif doit être une agriculture résiliente face aux crises, garantissant des prix équitables aux producteurs et une véritable souveraineté alimentaire. Cela nécessite une véritable réforme dans les deux domaines.
- Dans les accords commerciaux existants : des normes sans contrôle sont des engagements vides – l'EMB exige une infrastructure de contrôle robuste. Si les normes (normes sociales, bien-être animal, environnement) ne sont pas respectées de manière vérifiable, des sanctions strictes et des interdictions d'importation doivent suivre. Un statu quo fondé sur une conformité purement formelle constitue une distorsion de concurrence au détriment de nos agriculteurs.
- Un aimant plutôt qu'un exode – un avenir pour la jeune génération. Pour rendre à nouveau l'agriculture attractive pour la jeune génération et éviter le départ des producteurs, il est nécessaire d'assurer une sécurité de planification, des prix couvrant les coûts et des marges attractives pour les producteurs.

L'EMB appelle les décideurs politiques, dans le cadre de l'accord actuel entre l'UE et l'Australie, à libérer l'agriculture de la logique du bradage. Nous avons besoin d'équité plutôt que de distorsions de concurrence et de stabilité plutôt que de dumping de marché !